



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 13 décembre 2021

Nombre de conseillers en exercice : 33

Extrait de la délibération affiché le **17 décembre 2021**.

L'an deux mille vingt et un, **le treize décembre à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 7 décembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle La Minot à la Maison de l'Enfance et de la Famille, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Étaient présents : 31

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Christel **BOUBERT**, Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Patrick **DENISE**, Isabelle **NOTHEAUX**, Éric **LE FEVRE**, Edith **LEROUX**, Nicolas **BERTIN**, Isabelle **CREVEL**, Thierry **GOUMENT**, Jean-Luc **HEBERT**, Jean-Pierre **LAURENT**, Aurélien **LECACHEUR**, Aline **MARECHAL**, Catherine **OMONT**, Aliko **PERENDOUKOU**, Virginie **VANDAELE**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE**, Virginie **LAMBERT**, Nicole **LANGLOIS**, Arnaud **LECLERRE**, Agnès **MONTRICHARD**.

Excusés ayant donné pouvoir : 2

Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE** donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Sandrine **VEERAYEN** donne pouvoir à Catherine OMONT

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 13 décembre 2021

2021.12/198

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – DÉROGATIONS MUNICIPALES AU PRINCIPE DE REPOS DOMINICAL DES SALARIÉS – ANNÉE 2021 - AVIS

Madame Pascale GALAIS Adjointe au Maire, présente le principe des dérogations municipales au repos dominical qui a été établi pour permettre aux branches commerciales concernées d'exercer leur activité exceptionnellement les dimanches de forte activité commerciale. L'article L. 3132-26 du code du travail donne compétence au Maire pour accorder, par arrêté municipal avant le 31 décembre, pour l'année suivante, aux établissements de commerce de détail, où le repos a lieu normalement le dimanche, jusqu'à 12 dérogations par année civile au repos dominical contre 9 en 2015 et 5 auparavant. Cette augmentation résulte de la loi du 6 août 2015 relative à la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi Macron.

Conformément aux articles L.3132-26 et R.3132-21 du code du travail, l'arrêté municipal accordant une telle dérogation au repos dominical doit être pris après avis des organisations d'employeurs et de salariés intéressées et du conseil municipal. Au-delà de 5 dimanches concernés, la décision du Maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'EPCI dont la commune est membre.

Les organisations syndicales d'employeurs et de salariés intéressées ont été consultées par courrier en date du 5 octobre 2021. La FEH (Fédération des Enseignes de l'Habillement) a donné un avis favorable. Les syndicats FO et FDCF (Fédération Nationale des détaillants en Chaussures de France) ont donné un avis défavorable. Les syndicats CFE-CGC, CFDT, CGT, CFTC) n'ont pas répondu.

Le conseil communautaire de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole dans sa séance du 18 novembre 2021 a émis un avis favorable suite au courrier de saisine envoyé par Monsieur le Maire le 22 septembre 2021. Il a été accepté les propositions suivantes d'ouverture pour 6 (six) dimanches en 2022 :

- 16 janvier 2022 (1^{er} dimanche des soldes d'hiver)
- 26 juin 2022 (1^{er} dimanche des soldes d'été)
- 27 novembre 2022
- 4, 11 et 18 décembre 2022 (dimanches précédents Noël et Jour de l'An)

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le Code du travail, notamment ses articles L.3132-26 à L.3132-27-1 et R.3132-21 ;

VU la Loi n° 2015-990 du 6 août 2015, et notamment son article 250 ;

VU la consultation des organisations d'employeurs et d'employés intéressées en date du 5 octobre 2021 ;

VU le Conseil communautaire de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole du 18 novembre 2021 rendant un avis favorable aux dates retenues pour déroger au repos dominical dans les commerces de détail de la ville de Montivilliers ;

CONSIDÉRANT

- Que dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés, pour chaque commerce de détail, par décision du maire, prise après avis du conseil municipal ;
- Que le nombre de ces dimanches ne peut excéder douze par année civile ;
- Que la décision du maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) dont la commune est membre lorsque le nombre de dimanches concernés excède cinq ;
- Que la Communauté urbaine a organisé une concertation entre les communes de son territoire potentiellement concernées ;
- Que la Chambre de commerce et d'industrie Seine Estuaire a sondé les commerces de détail pour l'année 2022 ;
- Que par courrier en date du 22 septembre 2021, la ville de Montivilliers a saisi la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole des propositions d'ouvertures pour six dimanches en 2022 :
 - 16 janvier (1^{er} dimanche des soldes d'hiver)
 - 26 juin (1^{er} dimanche des soldes d'été)
 - 27 novembre
 - 4, 11 et 18 décembre (dimanche précédents Noël et le Jour de l'an)
- Que le conseil communautaire de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole, suite à la saisine de la ville de Montivilliers a donné un avis favorable, aux six dérogations au repos dominical des salariés souhaitées pour l'année 2022 ;

Sa commission municipale n°6, Attractivité du territoire et urbanisme réunie le mardi 7 décembre 2021, consultée ;

VU le rapport de Madame Pascale GALAIS, adjointe en charge de la Vie économique, des Commerces, de l'Attractivité du territoire et de l'Accès aux soins ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'émettre un avis favorable sur les 6 dérogations au principe du repos hebdomadaire dominical des salariés pour l'ensemble des commerces de détail de la Ville aux dates suivantes : 16 janvier, 26 juin, 27 novembre et 4, 11 et 18 décembre 2022**

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMES.

Pour : 33

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.